

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 76

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

SESSIONE ANNUALE

(Orlando, Florida (USA) 7-11 novembre 2003)

Resolution n. 323 (1)
on Trafficking in Human beings

Annunziata il 15 dicembre 2003

THE ASSEMBLY,

1. *Recalling* that trafficking in human beings constitutes an intolerable affront to human dignity as well as a threat to stability and security throughout the Euro-Atlantic area;

2. *Deeply concerned* that the last decade has seen a tremendous increase both in incidents of trafficking in human beings including minors, and in the number of

victims, and that organised criminal groups have recourse to ever more sophisticated techniques, increasing financial resources and growing networks;

3. *Deeply concerned also* that root causes of human trafficking in countries of origin, transit and destination countries, remain insufficiently tackled, in particular causes such as poverty and unemployment; violence against women and children; discrimination based on sex, race and ethnicity; unresolved conflicts and post-conflict situations; government corruption as well as continuing demand for sexual

(1) presented by the Committee on Civil Dimension of Security.

exploitation, cheap and readily exploitable labour, and slavery;

4. *WELCOMES* the adoption in July 2003 by the Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE) of an Action Plan to Combat Trafficking in Human Beings, as well as the entry into force in September 2003 of the UN Convention against Transnational Organised Crime;

5. *SUPPORTS* the preparation by the Council of Europe of a European Convention against trafficking in human beings as a means of furthering the implementation of the UN supplementary Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children;

6. *URGES* governments and parliaments of member and partner countries of the North Atlantic Alliance:

a. Legal measures

(i) to show a genuine political will to combat traffickers and to make trafficking in human beings a criminal offence, punishable by harsh penalties under national law and to vigorously implement and enforce such law;

(ii) to harmonise national legislation and the penalties applicable to trafficking so as to avoid jurisdiction gaps likely to be exploited by traffickers, including in countries of transit, and to facilitate extradition and the application of the principle *aut dedere aut iudicare* (hand over or try) in all cases concerning trafficking;

(iii) to ensure that victims of trafficking are not subject to criminal proceedings as a direct result of their having been trafficked, and that they are granted legal status of victims in the host country to facilitate their rehabilitation and reintegration into society;

b. Protection

(i) to take all necessary measures to protect victims and witnesses, including those wishing to testify;

(ii) to provide victims of trafficking with the necessary rehabilitation assistance, including accommodation, health care, counselling and vocational training, in the host country and/or in their country of origin, if they return;

(iii) to introduce a right to compensation and to provide financial assistance to NGOs that implement protection programmes and initiatives for victims of trafficking;

c. Prevention

(i) to establish agreements between destination countries, transit countries and the countries of origin of victims which should cover legal and police co-operation as well as humanitarian aspects of this problem, including information campaigns to generate public and media awareness about trafficking in its various forms;

(ii) to encourage interaction and the exchange of information on the various aspects of trafficking in human beings among relevant actors at the regional and international level, including with the private sector, NGOs, the Stability Pact for South Eastern Europe task force on trafficking in human beings, and international law enforcement bodies such as EUROPOL and INTERPOL;

(iii) to adopt effective measures to tackle the root causes of trafficking in the countries of origin, including through conflict prevention, development assistance, socio-economic co-operation, trade expansion and the creation of employment opportunities; and

(iv) to train their government officials who will serve overseas in source, transit or destination countries, including peacekeeping forces, to understand and identify human trafficking situations.

Résolution n. 323 (1)
sur La traite des êtres humains

L'ASSEMBLÉE,

1. *Rappelant* que la traite des êtres humains est un affront intolérable à la dignité humaine et une menace pour la stabilité et la sécurité de la région euro-atlantique dans son ensemble;

2. *Constatant* avec beaucoup d'inquiétude que la décennie écoulée a connu une effroyable multiplication des affaires liées à la traite des êtres humains — qui n'épargne pas les mineurs d'âge — et du nombre de ses victimes, et que les organisations criminelles recourent à des techniques toujours plus sophistiquées, disposent de ressources financières croissantes et étendent sans cesse leurs filières;

3. *Profondément préoccupée* par le fait que les causes premières du trafic d'êtres humains, tant dans les pays d'origine et de transit que dans les pays de destination, demeurent insuffisamment traitées, en particulier les raisons telles que la pauvreté et le chômage, la violence exercée contre les femmes et les enfants, les discriminations d'ordre sexuel, racial et ethnique, les conflits et les situations qui leur succèdent, la corruption des pouvoirs publics mais aussi une demande qui ne faiblit pas, s'agissant d'exploitation

sexuelle, de main-d'œuvre taillable et corvéable à merci et d'esclavage;

4. *SE FÉLICITE* de l'adoption par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en juillet 2003, d'un plan d'action pour combattre la traite des êtres humains et de l'entrée en vigueur, en septembre 2003, de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée;

5. *APPROUVE* la préparation par le Conseil de l'Europe d'une Convention européenne contre la traite des êtres humains en tant qu'instrument d'application du protocole additionnel de l'ONU visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants;

6. *INVITE INSTAMMENT* les gouvernements et les parlements des Etats membres et des pays partenaires de l'Alliance atlantique:

a. Mesures juridiques

(i) à montrer une véritable volonté politique de combattre les trafiquants et à inscrire dans leur législation la traite des êtres humains comme une infraction criminelle passible de peines sévères et à assurer avec vigueur l'application de cette législation;

(1) présentée par la Commission sur la dimension civile del la sécurité.

(ii) à harmoniser entre eux les textes de loi et les sanctions visant la traite des êtres humains, pour éviter l'apparition d'un vide juridique susceptible d'être mis à profit par les trafiquants y compris dans les pays de transit, et à faciliter l'extradition et l'application du principe *aut dedere aut iudicare* (« livrer ou juger ») dans toutes les affaires de ce genre;

(iii) à veiller à ce que les victimes de la traite des êtres humains ne soient pas poursuivies en justice au motif qu'elles ont fait l'objet d'un tel trafic et à ce qu'elles se voient accorder dans le pays hôte un statut juridique de victime, pour aider à leur réhabilitation et à leur réinsertion dans la société;

b. Protection

(i) à prendre toutes les mesures requises pour protéger victimes et témoins, y compris les personnes désireuses d'apporter leur témoignage;

(ii) à prodiguer aux victimes l'aide à la réhabilitation (logement, soins médicaux, conseils et formation professionnelle) dont elles ont besoin dans le pays hôte comme dans leur pays d'origine, si elles y retournent;

(iii) à instaurer un droit à la réparation et à apporter une aide financière aux organisations non gouvernementales (ONG) qui s'occupent de programmes de protection et d'initiatives en faveur des victimes;

c. Prévention

(i) à ouvrir à la conclusion, entre pays de destination, pays de transit et pays d'origine des victimes, d'accords portant sur la coopération judiciaire et policière et sur les aspects humanitaires du problème et prévoyant notamment des campagnes d'information destinées à sensibiliser l'opinion publique et les médias aux différentes formes de la traite des êtres humains;

(ii) à encourager l'interaction et les échanges d'informations sur les diverses facettes de la traite des êtres humains entre sphères régionales et internationales, y compris le secteur privé, les ONG, la *task force* sur la traite des êtres humains du Pacte de stabilité en Europe du Sud-Est et les organismes internationaux d'action pénale comme EUROPOL et INTERPOL; et

(iii) à adopter des mesures efficaces pour éradiquer dans les pays d'origine les causes de la traite des êtres humains, y compris par la prévention des conflits, l'aide au développement, la coopération socio-économique, l'expansion des échanges commerciaux et la création d'emplois;

(iv) à donner à leurs fonctionnaires qui seront affectés à l'étranger dans des pays d'origine, de transit ou de destination, ainsi qu'aux membres de leurs forces de maintien de la paix, une formation leur permettant de comprendre et de reconnaître les situations de traite des êtres humains.

N. B. Traduzione non ufficiale**Risoluzione n. 323
sul traffico di esseri umani**

L'ASSEMBLEA,

1. *Ricordando* che il traffico di esseri umani costituisce un intollerabile affronto alla dignità umana nonché una minaccia alla stabilità e alla sicurezza dell'intera area euroatlantica;

2. *Constatando con profonda preoccupazione* che l'ultimo decennio ha conosciuto uno spaventoso aumento dei casi di traffico di esseri umani, minorenni compresi, e del numero di vittime, e che gruppi della criminalità organizzata fanno ricorso a tecniche sempre più sofisticate, crescenti risorse finanziarie e reti sempre più estese;

3. *Profondamente preoccupata* per il fatto che nei paesi d'origine, di transito e di arrivo non si affrontino con sufficiente efficacia le cause primarie del traffico di esseri umani, in particolare povertà e disoccupazione, violenza contro donne e bambini, discriminazioni basate su sesso, razza ed etnia, conflitti irrisolti e situazioni post-conflitto, corruzione delle pubbliche amministrazioni, nonché la persistente domanda di sfruttamento sessuale, manodopera a basso costo e disposta allo sfruttamento e schiavitù;

4. *ACCOGLIE FAVOREVOLMENTE* l'approvazione, nel luglio 2003, di un Piano d'Azione per combattere il traffico

di esseri umani da parte dell'Organizzazione per la Sicurezza e la Cooperazione in Europa (OSCE), nonché l'entrata in vigore nel settembre 2003 della Convenzione dell'ONU contro la criminalità organizzata transnazionale;

5. *SOSTIENE* la preparazione da parte del Consiglio d'Europa di una Convenzione Europea contro il traffico di esseri umani come strumento per dare impulso all'attuazione del Protocollo supplementare dell'ONU volto a prevenire, reprimere e punire il traffico di persone, in particolare donne e bambini;

6. *SOLLECITA* i governi e i parlamenti dei paesi membri e partner dell'Alleanza atlantica:

a. Misure giuridiche

(i) a dar prova di una reale volontà politica di combattere i trafficanti e dichiarare il traffico di esseri umani reato penale, punibile con severe sanzioni in conformità con le leggi nazionali, e ad assicurare con vigore l'applicazione e il rispetto di tali leggi;

(ii) ad armonizzare le legislazioni nazionali e le sanzioni previste per il traffico di esseri umani in maniera da evitare vuoti legislativi facilmente sfruttabili dai trafficanti, ivi compreso nei paesi di transito, nonché a favorire le estradi-

zioni e l'applicazione a tutti i casi di traffico del principio *aut dedere aut iudicare* (consegnare o processare);

(iii) a garantire che le vittime del traffico di esseri umani non vengano sottoposte a procedimenti penali per il fatto di essere state oggetto di traffico, e che nel paese ospitante sia loro riconosciuto lo status giuridico di vittime in modo da favorire la loro riabilitazione e reintegrazione nella società;

b. Protezione

(i) a adottare tutte le misure necessarie per proteggere le vittime e i testimoni, compresi coloro che desiderano testimoniare;

(ii) a fornire alle vittime la necessaria assistenza alla riabilitazione, ed in particolare alloggio, assistenza sanitaria, consulenza e formazione professionale, nel paese ospitante e/o, nel caso di rientro, nel paese di origine;

(iii) a introdurre il diritto al risarcimento e fornire un aiuto finanziario alle ONG che attuino programmi e iniziative di protezione a favore delle vittime;

c. Prevenzione

(i) a stipulare, tra i paesi di destinazione, di transito e di origine delle vittime,

accordi aventi per oggetto la cooperazione nel campo della giustizia e della polizia nonché gli aspetti umanitari del problema, e in particolare campagne di informazione volte a sensibilizzare l'opinione pubblica e i media alle diverse forme di traffico di esseri umani;

(ii) a incoraggiare l'interazione e lo scambio di informazioni sui diversi aspetti del traffico di esseri umani tra i vari attori a livello regionale e internazionale, come il settore privato, le ONG, la *task force* sul traffico di esseri umani del Patto di stabilità per l'Europa sudorientale e gli organismi internazionali competenti in materia di polizia come EUROPOL e INTERPOL;

(iii) a adottare misure efficaci per affrontare alla radice le cause del traffico nei paesi di origine, in particolare attraverso la prevenzione dei conflitti, l'aiuto allo sviluppo, la cooperazione in campo sociale ed economico, l'espansione del commercio e la creazione di occupazione, e

(iv) a dare al personale statale che sarà assegnato in servizio nei paesi di origine, di transito o di destinazione, ivi comprese le forze di mantenimento della pace, una formazione che consenta di comprendere e riconoscere situazioni in cui sia in presenza di traffico di esseri umani.